



## **Impact rapide, Effondrement rapide** **Les dangers de l'aide militarisée en Afghanistan<sup>i</sup>**

En moyenne, toutes les demi-heures, une femme afghane meurt de complications liées à sa grossesse, une autre meurt de la tuberculose et quatorze enfants meurent, des décès qui pour la plupart auraient pu être évités. Huit ans après la chute des Talibans, les besoins humanitaires et de développement en Afghanistan sont toujours aussi criants.

Il ne fait aucun doute que les Afghans ont obtenu quelques améliorations, par exemple un accès plus large aux soins médicaux et à l'éducation. Mais alors que le déploiement d'un soldat américain en Afghanistan coûte environ 1 million de dollars par an, seulement 93 dollars d'aide au développement ont été versés en moyenne par an et par Afghan au cours des sept dernières années<sup>ii</sup>. Une trop grande partie de cette aide s'est orientée vers des « dépannages d'urgence » et des solutions provisoires, au lieu de se concentrer sur ce qui pourrait engendrer à long terme des résultats positifs et durables pour les Afghans.

Avec les pressions politiques pour « montrer des résultats » qui s'intensifient dans les pays qui déploient des troupes en Afghanistan, l'aide passe de plus en plus par des acteurs militaires afin de « gagner les cœurs et les esprits ». Mais on néglige dans le même temps les efforts nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et reconstruire le chaos causé par trois décennies de conflit et de désordre. Les projets de développement mis en place grâce aux finances de l'armée ou via des structures à dominante militaire ont pour but d'obtenir des résultats rapides, mais sont souvent mal mis en œuvre, inadéquats et sans une implication de la population locale suffisante pour pouvoir être viables à long terme. Peu de preuves attestent que cette approche renforce effectivement la stabilité. Paradoxalement, l'implication militaire dans des activités de développement met parfois davantage en danger des vies afghanes car ces projets sont très vite pris pour cibles par des groupes anti-gouvernementaux.

En tant que huit organisations non-gouvernementales, dont certaines travaillent en Afghanistan depuis 50 ans au service de plus de 5 millions d'Afghans à travers tout le pays, nous sommes extrêmement inquiètes des effets négatifs de cette stratégie d'aide de plus en plus militarisée. Alors que les dirigeants de 70 nations se rassemblent à Londres pour débattre du futur de l'Afghanistan, nous les exhortons à réévaluer l'approche actuelle de développement et de reconstruction.

### **L'aide utilisée comme une arme ?**

Les institutions à dominante militaire, comme les Equipes de Reconstruction Provinciales (PRT), n'ont souvent qu'une capacité limitée pour gérer des initiatives de développement efficaces, même quand elles intègrent des civils en leur sein. Elles n'arrivent pas à atteindre un niveau de confiance, d'engagement et d'appropriation communautaire suffisant pour engendrer une amélioration positive et durable de la vie des Afghans. Dans bien des cas, les PRT s'appuient dans les zones à risques sur des entreprises locales aux ressources limitées, peu liées aux communautés et largement considérées comme étant des sources de gaspillage, inefficaces et corrompues<sup>iii</sup>.

Une partie du problème est que l'approche militarisée de l'aide a pour principal objectif non pas de réduire la pauvreté, mais de gagner la loyauté des Afghans grâce à l'octroi d'aide. Dans « Le Guide des Commandants pour Utiliser l'Argent comme une Arme », un manuel de l'armée américaine à destination des troupes en Afghanistan et en Iraq, l'aide est définie comme « une arme non létale » utilisée pour « gagner les cœurs et les esprits de la population autochtone pour vaincre les insurgés »<sup>iv</sup>.

Cette manière d'aider est au final plus susceptible de créer des dépendances que de rendre les communautés plus autosuffisantes. Et étant donné qu'elle est si souvent mal mise en œuvre, il est

même fort peu probable que cette assistance atteigne les objectifs sécuritaires recherchés. Dans un pays où il manque 6 000 écoles, il est difficile d'affirmer que ceux qui ont manifestement les moyens de les construire ne devraient pas le faire.

Il s'est avéré qu'une école construite par une PRT dans la province de Kapisa avait de sérieux défauts de conception et avait été mal construite, avec les latrines qui se déversaient juste au-dessus d'un ruisseau que la communauté utilisait comme source d'eau. Une autre école construite par une PRT dans la même province a montré des « problèmes de construction et de sécurité » et « représentait un environnement dangereux dans son état actuel » à cause de l'absence d'un mur de protection contre les chutes de pierre et les coulées de boue éventuelles<sup>v</sup>.

Obtenir des résultats durables et renforcer l'appropriation locale représente aussi un défi : un examen des PRT par le Congrès américain a indiqué que « le manque de planification amenait les PRT à poursuivre des projets à court terme 'permettant d'avoir bonne conscience' (dont on mesure le succès par les montants dépensés ou la satisfaction du gouverneur local), sans penser plus largement aux enjeux stratégiques et de renforcement de capacité ». Les écoles, par exemple, ont besoin de bien plus que des bâtiments pour fonctionner. Elles doivent avoir des professeurs, masculins et féminins, formés, des manuels et un programme scolaire adaptés, un environnement sûr pour permettre aux enfants (particulièrement aux filles) d'assister aux cours, ainsi qu'un sentiment d'appartenance à la communauté et des liens avec le Ministère de l'Éducation afin que l'école puisse fonctionner convenablement<sup>vi</sup>.

Néanmoins, les PRT sont à peine équipées pour fournir plus qu'une infrastructure de base, d'autant plus qu'il est formellement interdit d'utiliser les fonds du Programme de Réponse d'Urgence des Commandants (CERP), (qui subventionne les activités d'assistance des PRT et bataillons américains), pour des projets de maintenance ou d'entretien<sup>vii</sup>. Selon un chef tribal de Paktia : « Nous avons coutume de dire qu'il vaut mieux obtenir moins d'une source de façon durable que d'avoir beaucoup juste une fois... Nous n'avons vraiment pas besoin de quelqu'un qui nous distribue des biscuits et nous n'avons pas besoin de projets de construction qui s'écroulent au bout d'un an »<sup>viii</sup>.

Bien que plus d'un milliard de dollars aient été dépensés jusqu'ici, le véritable impact des projets des « cœurs et des esprits » demeure incertain, malgré des efforts naissants pour en améliorer le contrôle et l'évaluation. Un récent audit du gouvernement des États-Unis sur les projets financés par le CERP a révélé un contrôle insuffisant de l'impact des projets et s'inquiétait du manque de surveillance financière. Les chefs de projet du CERP ont déclaré aux auditeurs que leur priorité « était d'engager des fonds pour des projets et non de contrôler leur exécution. »<sup>ix</sup> Aucun système centralisé ne permet de contrôler la façon dont l'argent du CERP est dépensé et les fichiers matériels ou électroniques des projets sont soit « incomplets ou non existants »<sup>x</sup>.

Bien que quelques projets des PRT aient aidé à pourvoir aux besoins immédiats et aient contribué aux efforts de reconstruction, ils ont aussi ralenti le processus de reconstruction des institutions afghanes. En prenant en charge une partie des responsabilités qui devraient être assumées par le gouvernement afghan, les PRT peuvent affaiblir la capacité du gouvernement à rendre des comptes au peuple afghan.

Dans des cas où aucun acteur civil ne peut le faire, les militaires ont certes un rôle à jouer dans l'aide nécessaire pour sauver des vies et alléger les souffrances, mais l'aide doit être apportée de manière impartiale et en fonction des besoins. Les Règlements Civils Militaires, ratifiés par la FIAS et les Nations unies, stipulent que seulement « lors de circonstances exceptionnelles et en dernier recours, les moyens militaires [...] peuvent être déployés dans le but d'apporter une assistance humanitaire ». La note 3 du règlement des PRT indique aussi clairement que « l'aide humanitaire ne doit pas être utilisée à des fins électoralistes ou comme moyen de nouer des relations ou de 'gagner les cœurs ou les esprits' et doit défendre les principes humanitaires d'humanité, d'impartialité et de neutralité »<sup>xi</sup>.

Il est aussi de plus en plus clair que la participation militaire aux activités de développement place les Afghans en premières lignes du conflit. Un récent rapport publié par CARE, le Ministère de l'Éducation et la Banque mondiale a établi que les écoles financées ou construites par les PRT étaient considérées par les Afghans comme étant davantage susceptibles de se faire attaquer<sup>xii</sup>. Les éléments non-gouvernementaux s'attaquant de plus en plus aux structures éducatives. Les écoles construites par les militaires dans les zones non sécurisées exposent les professeurs et les élèves à

un plus grand danger. Beaucoup craignent que les cliniques médicales et d'autres bâtiments communautaires construits par les PRT ou d'autres acteurs militaires deviennent également des cibles potentielles<sup>xiii</sup>. Selon un travailleur humanitaire, « Nous essayons d'éloigner les PRT de nos bureaux et nous n'entretiens aucune relation avec eux car cela engendre des menaces de la part des insurgés, ainsi que de la suspicion des communautés que nous voulons aider »<sup>xiv</sup>.

Tandis qu'une part importante de l'aide internationale est orientée en fonction d'objectifs militaires et contre-insurrectionnels, une autre source de préoccupation concerne les populations vulnérables oubliées. En particulier, les anciens réfugiés revenant du Pakistan et d'Iran, ainsi que les déplacés internes qui ont dû fuir leurs foyers à cause de catastrophes naturelles ou du conflit, sont largement oubliés. L'escalade potentielle du conflit fait craindre une aggravation de ce problème en 2010

Une autre pratique qui met la vie des civils en danger est l'utilisation de l'aide comme moyen d'obtenir des informations. Les troupes américaines sont autorisées à offrir des récompenses « sous forme d'argent liquide ou sous d'autres formes comme de la nourriture, des équipements locaux, des vivres, des véhicules ou des récompenses communautaires » à des individus qui sont, selon eux, susceptibles de leur fournir une information précieuse<sup>xv</sup>. Offrir de la nourriture ou toute autre forme d'aide en échange d'information dans un pays où un tiers de la population risque de souffrir de la faim va non seulement à l'encontre de l'éthique, mais expose les Afghans à des attaques des groupes anti-gouvernementaux. En 2009, en moyenne neuf Afghans, dont au moins un chef communautaire, ont été assassinés chaque semaine, presque le double du nombre des assassinats en 2008<sup>xvi</sup>.

### **Sources de financement**

Bien qu'aucun chiffre concernant l'aide militarisée ne soit publié, ni même mis à disposition du gouvernement afghan, on estime que 1,7 milliards de dollars d'aide humanitaire et au développement ont été fournis par les forces militaires internationales<sup>xvii</sup>. Ce chiffre devrait encore s'accroître rapidement. Plus d'un milliard de dollars – soit plus que les budgets nationaux annuels afghans pour l'agriculture, la santé et l'éducation – ont été affectés au CERP pour cette seule année.

Du fait de la pression subie pour dépenser rapidement les fonds alloués et en montrer les résultats, certains estiment que l'argent de l'aide devrait être dirigé vers l'armée, capable de dépenser plus vite que les institutions civiles. Cependant, les Equipes Provinciales de Reconstruction américaines (PRT – *Provincial Reconstruction Teams*) ont en fait eu des difficultés à dépenser les fonds dans les temps : seuls 58% des fonds des CERP alloués entre 2004 et 2009 ont été déboursés.

### **Disparités régionales**

Tandis que certains donateurs s'attachent toujours plus à apporter de l'aide aux zones les moins sûres ou à celles où sont présentes les forces internationales, certaines régions du pays, plus stables – mais terriblement pauvres –, sont totalement ignorées. Cette approche néglige les provinces du Nord, du centre et de l'Ouest du pays où la sécurité et les conditions de développement sont plus favorables, mais où les besoins humanitaires sont urgents du fait d'une insécurité alimentaire chronique, de sécheresses et d'inondations.

Le tiers des fonds des CERP de l'année à venir (soit 400 millions de dollars, ou 285 dollars par habitant) devrait être consacrés à la province d'Helmand, tandis que d'autres provinces plus sûres ne recevront qu'une fraction de cette assistance par le biais d'institutions civiles. En comparaison, la province de Takhar n'a reçu ces dernières années qu'une moyenne de 43 dollars annuels par habitant de la part d'USAID. Ceci est dans une certaine mesure compréhensible étant donné que les coûts des programmes sont plus élevés dans les zones d'insécurité. Néanmoins, l'étendue de ces disparités et l'affectation de fonds par les donateurs pour les seules régions où leurs troupes sont déployées provoquent une iniquité et nourrissent le ressentiment des Afghans vivant dans les zones recevant moins de ressources.

Une aide à dominante militaire peut avoir un effet incitatif pervers et forcer les Afghans à effectuer un choix impossible entre aide et sécurité. Dans la province relativement sûre de Daikundi, les Forces Spéciales américaines seraient actuellement en train d'estimer la viabilité de l'établissement d'une PRT dans la province, et ont commencé à évaluer et à mettre en place des projets d'assistance incluant la reconstruction de la principale mosquée ainsi que la distribution de vêtements et de produits alimentaires.

Daikundi est l'une des provinces les plus pauvres du pays, mais est souvent ignorée par les donateurs. Moins de 1% des écoles disposent de bâtiments et il n'y a aucune route pavée. En dépit de ces conditions, certains habitants de Daikundi conservent un sentiment mitigé quant à une assistance militaire au développement. Comme l'explique un officiel local, « Nous sommes très pauvres et avons besoin de projets de développement, mais nous savons que partout où se rendent les forces internationales, les Talibans les suivent »<sup>xviii</sup>

### **Le développement qui marche**

Un développement efficace et responsable privilégie les actions qui produiront les meilleurs résultats pour les Afghans et non celles qui réaliseront des objectifs politiques de court terme au sein des pays donateurs.

Le programme de soins de santé primaires (BPHS – *Basic Package of Health Services*) géré par le Ministère de la Santé afghan et présenté en 2003, cherche à assurer la disponibilité de services de soins de base au niveau des communautés, intégrés à une structure nationale. S'attaquer au défi sanitaire qu'affrontent de nombreux Afghans, particulièrement dans les zones reculées et dangereuses, reste une tâche de grande ampleur, mais le BPHS, s'appuyant sur des partenaires locaux et internationaux, a aidé à étendre l'accès aux soins de santé pour 85% de la population, y compris dans plusieurs districts de la province d'Helmand.<sup>xix</sup>

L'éducation au niveau communautaire est un autre domaine dans lequel les efforts de développement civils se sont montrés fructueux et ont permis d'apporter des services de base dans des zones où l'Etat n'est pas encore présent. A travers un partenariat orienté vers les résultats et attaché à répondre à la fois aux besoins immédiats et à assurer des objectifs de long terme, les ONG travaillent avec le Ministère de l'Education et les communautés à la mise en place de 1 000 écoles accueillant 93 000 écoliers à travers 20 provinces. Ces écoles sont situées dans des régions où la présence du Ministère de l'Education est particulièrement faible ou difficile à établir, avec comme objectif à terme de transférer ces écoles au sein du système d'éducation formel, aussitôt que l'Etat aura la capacité de les intégrer.

Le programme national de solidarité (NSP - *National Solidarity Program*) démontre également les impacts positifs des actions de développement menées au niveau communautaire. Largement financé par des donateurs internationaux, le NSP est dirigé par le Ministère de la réhabilitation rurale et du développement (MRRD - *Ministry of Rural Rehabilitation and Development*) et est mis en œuvre par des ONG locales et internationales. Le NSP vise à créer des conseils de gouvernements communautaires élus afin d'identifier des projets locaux de reconstruction et de leur fournir des subventions allant jusqu'à 60 000 dollars pour la mise en place de chaque projet. Mais, au sein du NSP, le processus de long terme que constitue le renforcement des capacités et de la transparence des institutions locales est presque tout aussi important que les résultats matériels de ces petits projets. Jusqu'à aujourd'hui, le NSP a dépensé plus d'un milliard de dollars pour le développement communautaire dans 22 480 villages à travers 34 provinces d'Afghanistan.<sup>xx</sup>

Bien que certains estiment que ce type de programmes ne peut être mis en œuvre dans les régions les moins sûres, ou qu'il ne peut répondre aux besoins immédiats des Afghans aussi bien que les projets des PRT,<sup>xxi</sup> l'accent mis sur les dépenses militarisées de court terme risque de saper l'aide disponible pour les programmes humanitaires et de développement indépendants, ainsi que leurs chances de succès.

### **Conclusion**

Il n'y a pas de solution rapide en Afghanistan. La militarisation de l'aide ne bénéficie pas aux Afghans ; accentuer cette approche a peu de chance d'apporter des résultats différents. L'objectif irréaliste d'obtenir un développement aux résultats spectaculaires et mesurables l'année suivante a mené à une concentration permanente sur des projets de court terme et à la même étroitesse de vue dont a souffert l'effort international d'aide en Afghanistan depuis 2001.

La priorité donnée aux problèmes militaires aux dépens des efforts pour promouvoir un développement véritable et une bonne gouvernance effective pose problème non seulement du fait du coût humain qui en résulte, mais aussi parce que la pauvreté, le chômage et des autorités faibles et corrompues sont d'importantes sources du conflit. A terme, ce sont ces facteurs qui doivent être gérés de façon efficace si l'on veut améliorer la sécurité des Afghans et atteindre une paix durable.

Afin de répondre aux problèmes de l'aide militarisée et de se consacrer à des solutions qui puissent réellement aider les Afghans, nous exhortons les dirigeants mondiaux se rencontrant à Londres à :

- Apporter un soutien plus important aux programmes qui connaissent une certaine réussite tels que le BPHS, le NSP et les programmes d'éducation au niveau communautaire, et d'assurer que ces programmes restent indépendants du travail des PRT et ne reçoivent pas de financements militaires.
- Etablir et mettre en place un plan pour retirer progressivement l'aide en provenance des PRT ou toute autre forme d'aide militaire, permettant de ce fait aux institutions militaires de se concentrer sur la sécurité et sur la réforme du secteur de la sécurité. Dans le même temps, la capacité des organisations civiles nationales et internationales, ainsi que leur financement, devraient être augmentés.
- Les donateurs et les ONG internationales doivent faire davantage pour améliorer la capacité des organisations locales à concevoir et à mettre en œuvre des projets de développement – et non fonctionner comme de simples partenaires techniques.
- S'assurer que l'aide est équitablement répartie à travers tout le pays au regard de critères de développement et de besoins humains, en accord avec les plans de développement nationaux.
- Améliorer les capacités, la réactivité et la transparence des gouvernements locaux. Les Afghans réclament ardemment un gouvernement capable de fournir des services de base et de garantir l'état de droit, et pourtant ces systèmes demeurent faibles et largement inefficaces.
- Soutenir une plus grande participation des Nations unies dans la distribution et la coordination de l'aide. Bien qu'il soit positif que les Nations unies continuent d'étendre leur présence de terrain et leur rôle de coordination, ceci devrait s'accompagner d'une augmentation des programmes menés par les agences des Nations unies et leurs partenaires, particulièrement dans les provinces et districts les plus pauvres et les moins dotés. Les Nations unies doivent aussi s'engager davantage dans la coordination des efforts d'aide et dans l'amélioration de leur efficacité, de leur responsabilité et de leur transparence.

Dans un pays qui aujourd'hui ne devance que le Niger au bas du classement du développement humain mondial, s'attaquer au problème de la pauvreté et de la gouvernance constitue un impératif moral et politique. Si l'aide est nécessaire à cet effort, elle doit être dépensée plus efficacement. Pour ce faire, les besoins et intérêts des Afghans doivent être placés au cœur des efforts de reconstruction de l'Afghanistan.

---

Les ONG signataires de ce document sont : Action Aid, AfghanAid, CARE, Christian Aid, Concern Worldwide, Norwegian Refugee Council, Oxfam International et Trocaire.

Coordonnées de l'auteur : Ashley Jackson, responsable de plaidoyer, Oxfam International, +93 (0)700 278 657, [ajackson@oxfam.org.uk](mailto:ajackson@oxfam.org.uk).

## Notes

---

<sup>i</sup> « Impact rapide, Effondrement rapide » est extrait d'un discours de Kai Eide devant le Conseil de sécurité de l'ONU le 3 janvier 2010, disponible à cette adresse :

<http://unama.unmissions.org/Default.aspx?tabid=1741&ctl=Details&mid=1882&ItemID=7100>

<sup>ii</sup> Estimation basée sur les chiffres du Ministère afghan des Finances : 17 milliards de dollars en aide au développement (à l'exclusion de l'aide aux forces de sécurité). Les chiffres de l'aide par habitant sont calculés sur la base d'une population de 26 millions d'habitants. En comparant globalement les dépenses militaires et de développement, les seuls Etats-Unis ont dépensé 227 milliards de dollars pour des opérations militaires en Afghanistan depuis 2001, alors que l'ensemble des donateurs ont consacré moins de 10% de ce montant à l'aide au développement.

Voir Amy Belasco, "The Cost of Iraq, Afghanistan and other Global War on Terror Operations Since 9/11," Congressional Research Services, 2009, available at:

<http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RL33110.pdf>

<sup>iii</sup> British Agencies in Afghanistan Group (BAAG), "Afghan Hearts, Afghan Minds: Exploring Afghan Perceptions of Civil-Military Relations," 2008.

<sup>iv</sup> US Army Combined Arms Center, "Commanders' Guide to Money as a Weapons System: Tactics, techniques and Procedures," avril 2009.

<sup>v</sup> Secretary Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), "Quarterly Report to US Congress," 30 octobre 2009.

<sup>vi</sup> US House of Representatives Committee on Armed Services, Sub-Committee on Oversight and Investigations, "Agency Stovepipes versus Strategic Agility," avril 2008.

<sup>vii</sup> SIGAR, 2009.

<sup>viii</sup> BAAG, "Aid and Civil-Military Relations in Afghanistan (policy brief)," janvier 2009.

<sup>ix</sup> SIGAR, octobre 2009.

<sup>x</sup> Ibid.

<sup>xi</sup> PRT Executive Steering Committee, "PRT Policy Note 3: PRT Coordination and Intervention in Humanitarian Assistance," 22 février 2007, disponible à cette adresse :

[http://www.unamagroups.org/kabulprtworking\\_group](http://www.unamagroups.org/kabulprtworking_group).

<sup>xii</sup> Marit Glad, "Knowledge on Fire: Attacks on Education in Afghanistan, Risks and Measures for Successful Mitigation," CARE/Ministry of Education/World Bank, novembre 2009, disponible à cette adresse : [http://www.care.ca/ckfinder/userfiles/files/Knowledge\\_on\\_fire-attacks\\_%20schools.pdf](http://www.care.ca/ckfinder/userfiles/files/Knowledge_on_fire-attacks_%20schools.pdf)

<sup>xiii</sup> Entre janvier et novembre 2009, 613 incidents de sécurité en milieu scolaire ont été dénombrés, pratiquement le double que pendant la même période en 2008, alors qu'environ 70% des écoles dans la province d'Helmand et 80% des écoles de la province de Zabul étaient fermées pour des raisons de sécurité. Pour plus d'informations, voir le rapport "Afghanistan Annual Report on Civilians in Armed Conflict, 2009" janvier 2010.

<sup>xiv</sup> BAAG, janvier 2009

<sup>xv</sup> Ibid. Les forces de sécurité nationales afghanes sont également entraînées pour échanger des informations contre de l'aide, voir... "ARSIC and ANA Travel Outside Boundaries to Deliver Aid," NATO Press Release, 23 décembre 2007 :

<http://ocha-gwapps1.unog.ch/rw/RWB.NSF/db900SID/PANA-7A7FC7?OpenDocument>.

<sup>xvi</sup> UNAMA Human Rights, "Afghanistan Annual Report on Civilians in Armed Conflict, 2009," janvier 2010.

<sup>xvii</sup> Ministère des Finances, "Donor Financial Review," novembre 2009.

<sup>xviii</sup> Conversation avec un officiel local dans la province de Daikundi, novembre 2009.

<sup>xix</sup> Bureau Central des Statistiques du Gouvernement d'Afghanistan, "Summary of the National Risk and Vulnerability Assessment, 2007/8," 2009, disponible sur : <http://nrva.cso.gov.af>.

<sup>xx</sup> Pour une évaluation supplémentaire des forces du NSP, voir Testimony de Andrew Wilder, Hearing on US Aid to Pakistan: Planning and Accountability, US Congress House Committee on Oversight and Accountability, Subcommittee on National Security and Foreign Affairs, 9 décembre, 2009, disponible sur : <http://content.hks.harvard.edu/carr/cchrp/research/articles.php>.

<sup>xxi</sup> Carter Malkasian et Gerald Meyerle, "Provincial Reconstruction Teams: How Do We Know They Work?" mars 2009, US Army War College, disponible sur :

<http://www.StrategicStudiesInstitute.army.mil>.